

**ARRETE TEMPORAIRE N° 2019T27**

Portant réglementation de la circulation et du stationnement sur la RD 40  
Commune de Lairiere

Hors agglomération

**le Président du Conseil départemental,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221.4

**VU** le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire

**VU** le code de la Voirie Routière et notamment l'article R. 131.2

**VU** la demande de la DRM/DTCM en date du 10/01/2019

**CONSIDÉRANT** que la neutralisation d'une demi chaussée suite à un affaissement en bord de chaussée (intempéries du 15/10/2018), nécessitent la réglementation de la circulation

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : à compter du 15 janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019 inclus, sur la route départementale N° 40 dans sa partie comprise entre le PR 31 + 0120 et le PR 31 + 0238 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par panneaux B15 et C18 sur décision du gestionnaire de la voirie ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 50 Km/h ;
- le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit ;
- l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables 7j/7 et 24h/24h.

**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ) sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux sous le contrôle des services de la Direction Routes et Mobilités du Département de l'Aude -

**ARTICLE 3** : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**ARTICLE 4** : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6** : Le Directeur général des services, le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Aude, le Directeur départemental de la sécurité publique et le Directeur de l'entreprise chargée des travaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Carcassonne, le **15 JAN. 2019**  
Le Président du Conseil départemental,  
Service Entretien et Sécurité  
De la Route  
Le Chef de Service

**Eric VIDAL**

Destinataires : SDIS - EDSR - DDSP - Région Occitanie Transports Aude - Entreprise - Mairie (s) ;  
Le Président du Conseil départemental de l'Aude certifie exécutoire le présent arrêté pour avoir été affiché au siège de l'Hôtel du Département ;  
(cette mesure de publicité sera doublée d'une publication au RAA du Conseil Départemental de l'Aude).